

-----REPERTORIER-----

C A I S S E

: II - Gestion des existences:

OBJET : Erreurs de caisse

R E F : Circulaire N°777 du 5.9.1977

Annulation de la circulaire N°1479 du 3.8.1990

I - DISPOSITIONS GENERALES

- 1 - La présente circulaire a pour objet de compléter et de modifier la circulaire de base N°777 du 5.9.1977 et de définir les modalités de comptabilisation et de remboursement des erreurs de caisse.
- 2 - Il est rappelé que les DRS doivent obligatoirement souscrire et renouveler périodiquement le contrat d'assurance "Globale Banque" qui couvre entre autres, les erreurs de caisse à hauteur du capital, fixé moins la franchise prévue audit contrat.

II - MODALITES DE REMBOURSEMENT ET DE  
COMPTABILISATION

- 3 - Les sièges doivent porter à la connaissance de leur DRS respectives et de l'Inspection Régionale territorialement compétente toute erreur ou perte de valeurs constatée dans les 24 heures qui suivent l'incident.
- 4 - Après recherches et vérifications de la caisse et dans la mesure où l'erreur n'a pu être déterminée, les sièges comptabilisent le montant de l'erreur au compte d'ordre approprié prévu au chapitre III de la circulaire de base sus-visée.

5 - En outre, le siège doit établir un rapport circonstancié sur l'erreur commise et qui doit contenir les éléments suivants :

- les circonstances de l'erreur,
- le volume des opérations traitées dans la journée (en nombre et en montant),
- la date et le numéro du compte où a été enregistrée l'erreur,
- le détail des recherches,
- les indices ou résultats découverts,
- les noms et la fonction du ou des agents responsables ainsi que leur ancienneté dans le poste de travail,
- une appréciation sur la manière de servir et le nombre d'erreurs à l'actif de chacun depuis un an au moins,
- la date de la dernière vérification avant l'erreur et le nom de l'agent qui a effectué cette vérification.

6 - La DRE est tenue de procéder à réception du rapport du siège, à une enquête approfondie sur les causes et les conséquences de l'erreur et de se prononcer sur le caractère de l'erreur, le tout consigné dans un rapport confidentiel à destination de l'Inspection Régionale avec une copie à la Direction Centrale des Réseaux.

7 - De son côté, l'Inspection Régionale, après étude du rapport confidentiel et investigations complémentaires éventuelles, définit d'urgence le caractère de l'erreur, à savoir :

- erreur non intentionnée ou
- erreur revêtant un caractère frauduleux.

8 - Dans le 1er cas, le risque est pris en charge par l'assurance et par le manipulateur pour ce qui est du montant de la franchise.

9 - Dans le 2ème cas, le manipulateur est tenu de supporter le montant intégral de l'erreur dont les modalités de remboursement seront fixées par l'Inspection Régionale territorialement compétente. Cette dernière arrêtera par ailleurs les mesures et sanctions nécessaires à prendre et à mettre en oeuvre par les DRE.

10 - Le remboursement de l'erreur par l'assurance et le manipulateur sera comptabilisé comme suit :

1/ cas d'erreur non intentionnée de la part du manipulateur

Le montant du remboursement par l'assurance doit être logé au compte d'ordre approprié à titre de compensation du montant imputé initialement. La différence représentant la franchise devant être supportée par le manipulateur, servira à solder le montant de l'erreur en question.

...//...

2/ cas d'erreur revêtant un caractère frauduleux

- le montant du remboursement par le manipulateur est logé au compte d'ordre approprié en vue du nivellement de l'opération passée initialement à ce compte,
- le montant du remboursement par l'assurance revenant à la Banque sera enregistré au compte "Produits Bancaires" "rubrique N° 798001 produits divers"

III - DISPOSITIONS RELATIVES A LA CAISSE  
CENTRALE ET AUX CAISSES PRINCIPALES  
AGISSANT EN TANT QUE "CAISSE CENTRALE"

- 11 - Toute erreur constatée au niveau des caisses sus-citées doit être signalée à la DRE concernée et à l'Inspection Régionale territorialement compétente dans les 24 heures qui suivent l'incident en vue d'être déclarée dans les délais prescrits à l'assurance.
- 12 - Les caisses en question doivent imputer le montant des erreurs aux agences concernées à charge pour ces dernières de les loger au compte d'ordre y afférent.
- 13 - L'Inspection Régionale concernée doit prendre en charge d'urgence l'affaire en procédant à l'enquête d'usage et ce, en vue de situer les causes, le caractère de l'erreur (erreur non intentionnée ou frauduleuse) ainsi que les responsabilités pour la mise en oeuvre des modalités de remboursement et de comptabilisation définies plus haut.

IV - DISPOSITIONS DIVERSES

- 14 - Pour permettre un suivi des opérations de remboursement, la DRE est chargée de transmettre à l'Inspection Régionale, à la D.S.M. et à la D.R.H. semestriellement un état comprenant les remboursements effectués par l'assurance et par le manipulateur ainsi que le nom de celui-ci et la date de l'opération.
- 15 - Les présentes dispositions annulent et remplacent la circulaire N°1479 du 5.8.1990.



Le Président  
Directeur Général

M. MOUFFOK